

FQPN / SOMMAIRE EXÉCUTIF 2025

FQPN

FÉDÉRATION DU QUÉBEC
POUR LE PLANNING
DES NAISSANCES

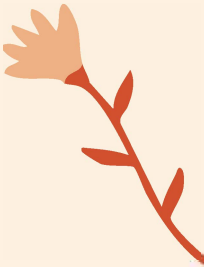


QUAND LE CONSENSUS VACILLE

ÉTAT DES LIEUX DU MOUVEMENT CONTRE L'AVORTEMENT AU QUÉBEC

2025

SOMMAIRE EXÉCUTIF



CONTEXTE ET OBJECTIF

Ce rapport présente les résultats d'une recherche menée en partenariat avec la Fédération du Québec pour le planning des naissances (FQPN) et financée par le Secrétariat à la condition féminine (SCF) du Gouvernement du Québec. L'étude s'inscrit dans le cadre du *Plan d'action gouvernemental sur l'accès à l'avortement (2024-2027)* et vise à dresser un état des lieux du mouvement contre l'avortement au Québec. Elle documente la diversité des acteur-trices, des discours et des stratégies mobilisées pour restreindre l'accès à l'avortement en situant ces dynamiques dans leurs contextes communautaire, numérique et institutionnel.

Alors que le débat public tend à présumer l'existence d'un consensus social en faveur du droit à l'avortement, les données recueillies révèlent une réalité plus nuancée. Les oppositions à l'avortement s'étendent sur un continuum allant de la promotion d'alternatives à l'avortement à la revendication explicite d'une interdiction totale, en passant par l'adoption de postures « intermédiaires » visant l'adoption de restrictions partielles au nom de la protection du fœtus, des valeurs morales ou de la santé des femmes.

MÉTHODOLOGIE

La recherche repose sur une approche qualitative combinant sept groupes de discussion focalisés, neuf séances d'observation participante lors de manifestations et d'événements publics, ainsi qu'une collecte documentaire et numérique étendue (analyse de sites web, réseaux sociaux, productions culturelles et médiatiques). L'analyse inductive menée à l'aide du logiciel NVivo a permis d'identifier les principales structures organisationnelles, les argumentaires dominants et les logiques de mobilisation à l'œuvre.

RÉSULTATS

Les espaces où le mouvement se déploie

Milieu communautaire

Les organismes communautaires, en particulier les centres d'aide à la grossesse, constituent l'un des acteurs principaux du mouvement contre l'avortement au Québec. Sous l'apparence d'un accompagnement « neutre » destiné aux femmes et aux personnes vivant une grossesse non planifiée, ils diffusent en pratique un discours dissuasif et moraliste. Ces centres se professionnalisent, se structurent au sein de réseaux tels qu'Aide Grossesse Québec et s'ancrent progressivement dans le tissu communautaire local, rendant leur positionnement idéologique d'autant plus difficile à identifier.

Milieu religieux

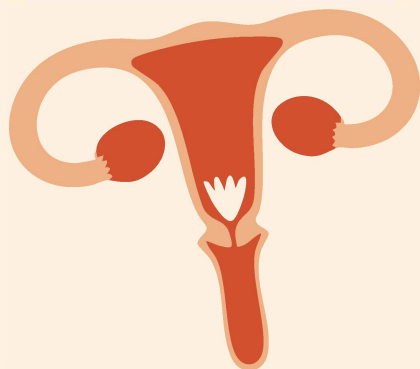
Les églises catholiques et évangéliques, ainsi que les structures institutionnelles qui les soutiennent, constituent des pôles structurants du mouvement. Par leurs initiatives, parfois conjointes, elles assurent un soutien financier, organisationnel et moral, tout en adaptant leur rhétorique aux sensibilités contemporaines, notamment par l'adoption d'un registre compassionnel axé sur la « guérison » et la « grâce ».

Milieu politique

Le mouvement entretient des relations avec divers partis politiques et groupes de pression fédéraux, tels que Right Now et We Need a Law, visant à favoriser l'élection de candidat·es antiavortement et à promouvoir des initiatives législatives restrictives. Au palier provincial, certaines zones grises demeurent, notamment en ce qui concerne les modalités de financement public accordé à des organismes antiavortement.

Espace numérique

Les plateformes en ligne prolongent et amplifient les modes d'action du mouvement. Elles servent à diffuser des campagnes, relayer des mobilisations et construire des récits émotionnels destinés à légitimer leur position dans l'espace public, tout en facilitant une circulation rapide et difficile à réguler des arguments, images et stratégies militantes.



Milieu de la santé et des services sociaux

Le milieu de la santé au Québec reste traversé par des tensions autour de l'avortement. La formation des professionnel·les est inégale, tandis que certaines pratiques cliniques et décisions institutionnelles créent encore des obstacles ou des expériences culpabilisantes pour les femmes et les personnes recourant à l'avortement. Les avortements de troisième trimestre se déroulent dans un contexte particulièrement fragile, marqué par une organisation encore instable et un climat parfois empreint de réticence ou d'hostilité. Parallèlement, le mouvement antiavortement mobilise de plus en plus la recherche scientifique, souvent de manière partielle ou détournée, pour influencer les perceptions et le débat public.

Milieu juridique

Le milieu juridique constitue un espace clé de mobilisation pour le mouvement antiavortement, qui y mène des recours stratégiques afin d'influencer les normes encadrant l'avortement et d'obtenir une visibilité politique. Qu'il s'agisse de poursuites liées à la liberté d'expression ou de contestations de lois, ces actions permettent au mouvement de tester les institutions, d'occuper l'espace médiatique et de mobiliser ses sympathisant·es, même lorsque les litiges échouent. La judiciarisation devient ainsi un levier militant à part entière, intégré à un réseau d'actions qui se renforce mutuellement avec d'autres espaces d'intervention.

Les catégories d'arguments contre l'avortement

Faux problème et diversion politique

L'enjeu de l'avortement est instrumentalisé par les élites politiques et les médias afin de détourner l'attention des « vrais » problèmes.

Arguments moraux et religieux

L'avortement est présenté comme un péché ou un acte violent, symbole d'un déclin moral collectif et de la célébration d'une « culture de mort ».

Droit et justice

Les militant·es antiavortement mobilisent le langage des droits humains pour revendiquer une forme de justice en faveur de ce qu'ils et elles désignent comme les « enfants à naître ».

Critique du féminisme et récupération du discours sur l'empowerment

Deux tendances coexistent : une critique frontale du féminisme, accusé de fragiliser la famille et la nation, et une récupération stratégique où la maternité est valorisée comme vecteur d'épanouissement et d'autonomie des femmes.

Identité, démographie et immigration

L'avortement est associé au déclin démographique et au « grand remplacement » à travers des discours ethnonationalistes, xénophobes, voire suprémacistes.

Corruption, élites et populisme

L'accès à l'avortement est présenté comme un enjeu instrumentalisé par les élites politiques à des fins électoralistes. Ce registre inclut également des théories du complot évoquant l'existence d'un marché lucratif des produits d'avortement impliquant les milieux médical, pharmaceutique et politique.

Responsabilisation et alternatives

L'avortement est présenté comme un signe d'irresponsabilité des femmes, qui ne devrait pas être pris en charge par l'État, surtout lorsqu'il existe des solutions alternatives telles que l'adoption.

Santé et bien-être

Ce registre met en avant les prétendus effets négatifs de l'avortement sur la santé physique et psychologique.

Les ressources financières du mouvement

En majorité, les organisations du mouvement contre l'avortement ne reçoivent pas de financement public direct au Québec et sont enregistrées comme organismes de bienfaisance. Elles reposent surtout sur les dons individuels et sur l'appui d'acteur·trices religieux·euses, philanthropiques et communautaires. Leurs campagnes de financement, soigneusement planifiées, visent à fidéliser une base durable de donateur·trices.

Des partenariats avec des fondations reconnues, parfois peu au fait de leurs orientations idéologiques, renforcent leur légitimité sociale et soutiennent la professionnalisation de leurs pratiques. Les ressources ainsi obtenues permettent de financer leurs activités et de consolider un capital symbolique fondé sur la bienveillance et l'action communautaire.

Les ressources humaines, institutionnelles et symboliques

Le mouvement s'appuie sur une main-d'œuvre bénévole importante et s'ancre dans divers milieux pour accroître sa visibilité : campagnes dans les transports, présence dans les écoles et cégeps, et partenariats médiatiques. Cette inscription dans des espaces perçus comme « neutres » (éducation, santé, intervention sociale) confère aux organisations une crédibilité institutionnelle qui facilite le recrutement de bénévoles et de stagiaires.

Ces ressources sont interdépendantes : les moyens financiers ouvrent l'accès aux institutions, les partenariats renforcent la légitimité tandis que le bénévolat assure la continuité des activités. Ensemble, elles produisent un effet cumulatif qui accroît la capacité d'action, la visibilité et l'influence du mouvement dans l'espace public québécois.

Les relations du mouvement

Un mouvement qui dépasse les frontières de la province

Le mouvement antiavortement québécois est fortement intégré dans des réseaux interprovinciaux et transnationaux, recevant des ressources, des formations et des outils militants de ses homologues canadiens et états-unis. À son tour, il participe à ces réseaux en exportant ses propres pratiques et mobilisations, contribuant à la circulation bidirectionnelle des stratégies et cadres discursifs.

Des alliances idéologiques élargies

Le mouvement antiavortement québécois, historiquement ancré dans le conservatisme religieux, s'est progressivement élargi pour intégrer des références en apparence féministes et progressistes, mais aussi des références identitaires et conspirationnistes. Cette hybridation idéologique se manifeste par des alliances avec des acteur·trices issu·es de différentes mouvances idéologiques antiféministes et réactionnaires. L'avortement devient ainsi un signifiant flottant, centralisant diverses préoccupations politiques, identitaires et morales tout en permettant au mouvement d'investir de nouveaux publics et espaces discursifs.

La normalisation des discours antiavortement

Des chroniqueur·euses œuvrant dans les médias traditionnels québécois participent à la diffusion de discours critiquant la vigilance des militant·es pro-choix et le recours à certains avortements. Les différents cadrages argumentatifs employés tendent à normaliser et à légitimer des arguments antiavortement, en plus de contribuer à préparer l'acceptation de restrictions partielles du droit à l'avortement.

PRINCIPALES CONCLUSIONS

L'antiféminisme « bienveillant »

Le mouvement antiavortement québécois adopte une forme d'antiféminisme « bienveillant », se présentant comme empathique et protecteur à l'égard des femmes, tout en mettant en œuvre des pratiques et des discours qui restreignent leur libre choix et contribuent à la stigmatisation de l'avortement.

L'entrisme, l'opportunisme et la stratégie de morcellement

Le mouvement antiavortement québécois combine entrisme, opportunisme politique et morcellement stratégique afin d'influencer de manière subtile les milieux institutionnels et communautaires pro-choix. En tirant parti de contextes favorables pour promouvoir progressivement ses idées, il participe à limiter le libre choix et à faire évoluer les normes sociales de sorte que le choix de recourir à l'avortement devienne de moins en moins légitime.

La diminution de la rigidité idéologique

La flexibilité idéologique du mouvement antiavortement québécois favorise la formation d'alliances stratégiques variées et l'existence d'un continuum de positions, allant des pro-choix adoptant des positions critiques vis-à-vis certains avortements aux partisan-es de son interdiction totale. Cette diversité permet de concilier des approches religieuses, politiques et sociales hétérogènes, tout en renforçant la cohésion du mouvement et sa capacité à s'adapter aux contextes locaux ainsi qu'aux opportunités politiques.

Les échelles de mobilisation

Le mouvement antiavortement québécois s'inscrit au sein de réseaux nationaux et transnationaux qui lui fournissent ressources, encadrement et savoir-faire contribuant à sa professionnalisation et à son efficacité locale. Cette interconnexion renforce à la fois ses actions au Québec et sa participation aux dynamiques internationales par la circulation d'expériences et de stratégies militantes.

La capacité à adapter leur discours et leur image

Le mouvement antiavortement québécois se caractérise par une importante capacité d'adaptation discursive et visuelle, ajustant son langage, ses références et ses arguments en fonction des contextes sociaux et des publics ciblés. Cette flexibilité lui permet de consolider son ancrage local, d'élargir son audience et d'accroître l'efficacité de la diffusion de ses messages.

L'exploitation des outils et des plateformes numériques

Les plateformes numériques jouent un rôle central dans la diffusion et l'organisation du mouvement antiavortement québécois. Elles facilitent la circulation rapide des idées et des outils militants, tout en contribuant à la propagation de désinformation et de stéréotypes difficiles à contrer. Ces espaces constituent un levier puissant de mobilisation et de visibilité.

**CE PROJET A BÉNÉFICIÉ DU SOUTIEN FINANCIER
DU SECRÉTARIAT À LA CONDITION FÉMININE DU
GOUVERNEMENT DU QUÉBEC.**

Les analyses contenues dans ce document sont celles de l'équipe de recherche.

- **Équipe de recherche et rédaction:** Véronique Pronovost, Ophélie Lacroix, Frédérick Nadeau
- **Graphisme et mise en pages:** Agence Koove Inc.
- **Révision linguistique:** Alexia Renard

Membres du comité d'encadrement de la recherche (par ordre alphabétique):

- Pascale Dupuis, directrice, Centre de santé des femmes de la Mauricie
- Édith Guilbert, MD, MSc
- Jess Legault, coordonnatrice générale, Fédération du Québec pour le planning des naissances
- Sylvie Pedneault, directrice, S.O.S. Grossesse

Référence suggérée:

Pronovost, V., Lacroix, O. et Nadeau, F. (2025). *Quand le consensus vacille : état des lieux du mouvement contre l'avortement au Québec*. En collaboration avec Alexia Renard. Fédération du Québec pour le planning des naissances.

Le rapport peut être consulté sur le site web de l'organisme partenaire :
<https://fqpn.qc.ca/nouvelles/rapport-quand-le-consensus-vacille/>

Publié 9 décembre 2025, Montréal

Secrétariat
à la condition
féminine

Québec 